

accorde peu d'importance aux projets de traités ou d'accords sur la renonciation du recours à la force. Mais il n'en est pas de même pour les pays de l'Est. La Roumanie, par exemple, y attache beaucoup d'importance, y voyant une réponse à la doctrine Brejnev et un moyen de prévenir la répétition de cas analogues à celui de la Tchécoslovaquie.

Avantages pour l'Ouest

Avec le temps, certains avantages positifs ont commencé à se révéler pour l'Ouest. Etant donné les pressions croissantes du Congrès pour le retrait des troupes américaines, les États-Unis pourraient trouver que la CSCE et les MBFR leur offrent une porte de sortie commode. A son tour, le Canada pourrait aussi retirer ses troupes, démarche qui recevrait l'appui de certains membres du gouvernement à une époque où les problèmes nationaux ont la priorité. Quant à la RFA, elle pourrait poursuivre son *Ostpolitik* dans un nouveau cadre. La France, qui ne participe pas aux activités militaires de l'OTAN, se trouverait probablement moins isolée, et un nouvel alignement des puissances en Europe lui permettrait de consolider sa position de puissance nucléaire.

De fait, on a beaucoup conjecturé sur le développement d'une communauté de défense européenne qui irait de pair avec l'élargissement de la CEE. Si les pressions augmentent pour le retrait des troupes américaines, et surtout si leurs alliés sont convaincus qu'il aura lieu, il se pourrait que l'on envisage une telle politique. Malgré les obstacles considérables qu'elle présente, cette possibilité ne peut être complètement écartée. Une telle décision risquerait de provoquer le désaccord entre les États-Unis et l'Europe et offrirait à l'Union soviétique un brandon de discorde inespéré.

Les neutres s'opposent naturellement aux négociations entre blocs. Tout règlement du problème de la sécurité en Europe par les pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie ne tiendrait probablement pas compte des vues de certains pays-clés comme la Yougoslavie et la Suède. En outre, bien que l'Autriche, l'Irlande, la Finlande, l'Espagne et la Suisse ne fassent pas partie de ces alliances, elles ne s'en intéressent pas moins au sort de l'Europe. La France, pour des raisons bien différentes, s'oppose également aux négociations entre blocs. Il faut compter aussi que des questions comme celles des MBFR ne peuvent être réglées que par de plus petits groupes d'États.

Par ailleurs, les relations de la CEE avec le COMECON, bloc économique de

l'Est, pourraient être facilitées par des entretiens directs entre les deux parties. A un autre niveau encore, l'équilibre nucléaire pose un problème qui ne peut se régler effectivement qu'au cours d'une deuxième série d'entretiens SALT entre les superpuissances. De toute évidence, une série de négociations parallèles, bien que concertées, devront se poursuivre entre des groupes de pays différents au sujet des divers problèmes auxquels l'Europe doit faire face.

Depuis 1966, la sécurité de l'Europe et le projet de conférence ont été le thème principal de chaque réunion des membres du Pacte de Varsovie. Le schéma en a été adopté il y a six ans et, malgré certaines modifications résultant des exigences de l'Ouest (par exemple, l'accord sur la participation des États-Unis et du Canada et sur les entretiens MBFR), les objectifs sont demeurés essentiellement les mêmes. Ce qui importe, c'est que les puissances occidentales et les neutres aient approuvé la tenue d'une conférence de ce genre.

Réunions d'Helsinki

On en est arrivé à une certaine mesure d'entente. Des entretiens préalables à la Conférence se sont déroulés à Helsinki vers la fin de novembre et une réunion spéciale visant à explorer le domaine des Réductions mutuelles et équilibrées des forces a été reportée au début de 1973.

Les représentants de 34 pays ont participé aux rencontres préparatoires d'Helsinki et les mêmes pays participeront à la Conférence. Ils comprennent les sept membres du Pacte de Varsovie et les 15 membres de l'OTAN, plus l'Albanie, l'Autriche, Chypre, la Finlande, l'Irlande, le Liechtenstein, Malte, l'Espagne, la Suède, la Suisse, le Vatican et la Yougoslavie. (A la dernière minute, l'Albanie a retiré son épingle du jeu.)

On a convenu également que la conférence devait être minutieusement préparée. Dans une certaine mesure, ces préparatifs sont en cours depuis six ans. Chacune des deux alliances s'est efforcée de concilier ses propres points de vues et il y a eu d'innombrables réunions bilatérales entre les dirigeants des nations intéressées. La France désirait voir débiter la conférence par une session de ministres des Affaires étrangères qui se rencontreraient brièvement afin de constituer un certain nombre de commissions et sous-commissions chargées de formuler des propositions détaillées que les ministres étudieraient à une autre réunion tenue environ un an plus tard. Toutefois, ce point de vue a d'abord été écarté par les ministres des Affaires étrangères de